Le multiculturalisme malgache face aux défis du XXI^{e} siècle : diversité ethnique, politiques éducatives en cours et développement économique

Noa Nishimoto
Université de Kyoto

Résumé : Cet article a pour objet d'analyser les problèmes éducatifs à Madagascar, pays multiculturel et en voie de développement pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015.

Des recherches effectuées dans une province du Sud en 2006 et 2007 ont permis de constater que le pays sombre dans une grande pauvreté en raison de plusieurs problèmes politiques et sociaux et qu'il y a de nombreux décalages entre l'opinion de la population locale et le système éducatif mis en place par l'administration. Il nous semble nécessaire de réexaminer les causes des échecs enregistrés dans le domaine du développement socio-économique aussi bien que dans le système éducatif du pays.

En étudiant la situation actuelle, le présent article décrit et analyse plusieurs types d'éducation par rapport aux actions de développement qui existent dans ce pays : (1) situation à l'école primaire publique ; (2) éducation dans un établissement pour la protection de l'enfance ; (3) éducation traditionnelle ; et (4) la nouvelle action pédagogique « Programme d'éducation à distance » qui a commencé en 2007. Ensuite on utilisera les conclusions d'une enquête qui a été menée en 2008 pendant mes propres recherches sur le terrain.

Mots-clés : problèmes éducatifs, politique éducative et linguistique, Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), opinions locales, multilinguisme.

1 Introduction

L'année 2008 a été un tournant pour les OMD et la nature de l'éducation, dans et en dehors de l'école, est désormais une préoccupation majeure dans chaque pays en voie de développement.

L'éducation peut être définie de multiples façons, et désigner l'éducation scolaire, l'éducation sanitaire, l'éducation à l'environnement, la formation familiale et l'éducation technique. L'un des objectifs majeurs des OMD est que partout dans le monde,

tous les enfants puissent accéder à l'éducation primaire, quelle que soit leur origine socio-culturelle, pour leur permettre d'atteindre leur plein potentiel et pour qu'ils puissent participer au développement de leur pays.

La recherche scientifique s'est concentrée sur l'analyse statistique, politique et l'analyse quantitative ; cependant, peu d'études ont essayé d'examiner la qualité de cette recherche et de réfléchir sur l'opinion de la population locale et d'enquêter sur les conditions scolaires ou les difficultés de cette population.

Le but de cette étude est de décrire les politiques éducatives successives et les problèmes à Madagascar, en y intégrant mes propres recherches sur le terrain qui ont été menées par intermittence de 2006 à 2008. Bien que cette étude vienne juste de commencer et qu'il faille encore du temps pour l'achever, on peut espérer commencer à dégager les opinions locales vis-à-vis du système éducatif national grâce aux entretiens menés pendant la recherche sur le terrain.

2 Information générale et position dans le monde

Situé dans l'océan Indien, Madagascar a des relations culturelles et historiques importantes avec l'Afrique et l'Asie. Le pays a été colonie française de 1896 jusqu'à son indépendance, en 1960. Madagascar est la quatrième plus grande île du monde, avec 587 000 km² et 18,6 millions d'habitants. Son économie est dominée par l'agriculture, activité à laquelle se livrent les trois quarts de la population.

Au milieu des années 1970, le pays a vécu une révolution socialiste, d'où ont résulté des politiques économiques dirigistes. Depuis le milieu des années 1990, Madagascar suit une politique de privatisations et de libéralisation établie par la Banque Mondiale et le FMI. Depuis 2001 Madagascar subit une nouvelle crise politique avec les élections présidentielles contestées et le choix de Ravalomanana comme président et en 2008, Rajoelina s'est imposé comme successeur de Ravalomanana.

Les indicateurs centraux qui notent la place du pays dans la communauté internationale sont les suivants :

- Un membre des Pays les moins avancés (PMA), avec un revenu annuel par individu de 290 dollars.
- Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) indique dans son rapport de 2006 que l'Indice du développement humain pour Madagascar est de 0,509, ce qui place ce pays au 143e rang sur 177 pays.
- Plus des deux tiers de la population (68,7 %) vivent au-dessous du seuil de pauvreté.
- 73 % de la population habite dans les régions rurales.
- Le taux d'alphabétisation dans la langue officielle, le malgache, parmi ceux qui sont âgés de plus de 15 ans est de 62,9 %.
- Le taux de fréquentation de l'école primaire est de 52,5 %, celui du lycée de 11,2 % et celui de l'enseignement supérieur de 2,4 %.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

- D'après l'UNESCO, la scolarisation des 6-23 ans est passée de 60 % à 33 % entre 1970 et 1995.

3 Diversité linguistique et ethnique dans le pays

Madagascar est multilingue, en ce sens que plus de 18 groupes ethniques malgaches ont gardé leur propre dialecte (voir la figure 1) et que s'y ajoutent des Indo-Pakistanais connus sous le nom de *Karane*, des descendants de Chinois, des habitants d'origine européenne établis depuis l'époque de la colonisation, appelés *Zanatany*, et des immigrés européens qui forment aussi une des composantes importantes de la population de Madagascar. De plus, les *Makoa*, descendants d'esclaves africains, parlent une langue bantoue qui viendrait de l'ouest ou du nord-est, bien que ce soit incertain. Il y a aussi une petite communauté de Comoriens parlant le bantou dans le nord-ouest. On rapporte que des Arabes se seraient installés dans le sud-est autrefois et qu'ils auraient laissé leur écriture à un groupe ethnique malgache, les Antaimoro, détenteurs exclusifs de l'alphabet arabe aujourd'hui à Madagascar. Tous, y compris les citoyens non-malgaches, ont la capacité de communiquer en malgache dans la vie pratique pour, par exemple, se saluer ou faire leurs courses. L'intercompréhension entre les dialectes est possible seulement à travers le malgache officiel appris à l'école.

Le malgache appartient au sous-groupe indonésien de l'ouest des langues austronésiennes ; la langue la plus proche est le maanjan, la langue parlée dans le sud-est du Kalimantan (Dahl 1991, 1950). Malgré le manque d'études détaillées des dialectes malgaches, une division en trois groupes de base a été proposée, basée sur la comparaison des groupes phonémiques dans les dialectes et la proximité géographique. La classification est la suivante :

1) **les dialectes de l'est** qui incluent antankarana, tsimihety, sakalava du nord, sinahaka, etc. ;
2) **les dialectes centraux** qui incluent merina, betsimisaraka du sud et betsileo du nord ;
3) **les dialectes de l'ouest et du sud** qui incluent antaimoro, antesaka, antandroy, mahafaly, tanala, etc.

Le français, langue de l'ancien colonisateur, conserve une place prestigieuse comme moyen de gagner de l'argent, d'être promu dans les hautes classes sociales et d'accéder à l'information et à l'éducation de même qu'il sert de langue de communication dans le commerce, le tourisme et le commerce international, bien que son usage soit réservé à une certaine élite.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

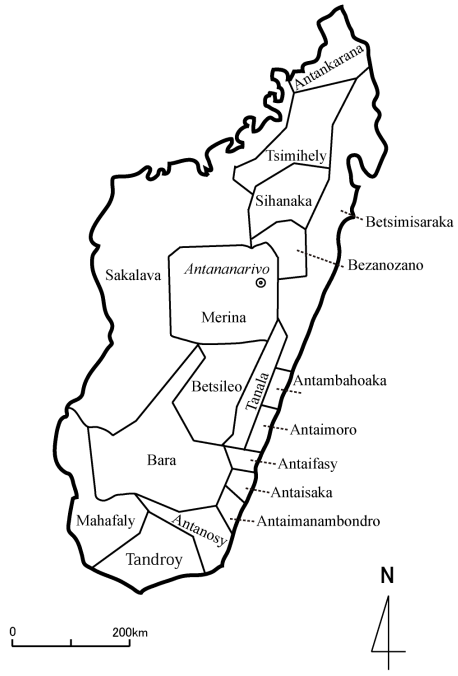


Fig. 1 : Distribution des ethnies et des dialectes malgaches (carte modifiée par l'auteur sur la base de Dahl, 1991)

4 Éducation

4.1 Types d'éducation dans le pays et statistiques

Nous commencerons en présentant brièvement des informations générales au sujet du système éducatif du pays. Bien qu'on insiste souvent sur l'importance de fournir une éducation à tous les enfants des pays en voie de développement, la définition de ce mot n'est pas unifiée et semble varier selon les origines socioculturelles et historiques des individus.

À Madagascar, il y a une éducation traditionnelle qui est encore pratiquée dans beaucoup de régions rurales (voir la section 3.3) ; une éducation scolaire qui a été introduite au XIXe siècle ; une éducation technique pour améliorer la compétence de la force de travail. Il y a aussi une culture de l'information (*information literacy*), une éducation militaire, une formation familiale et une éducation sexuelle.

Dans cet article, nous nous concentrons sur l'éducation traditionnelle, l'éducation scolaire à l'école primaire, l'éducation dans un établissement de protection de l'enfance, ensuite nous évoquons un débat récent et l'état de l'opinion dans le pays.

Il y a trois types d'écoles dans ce pays : des écoles publiques, des écoles privées et des écoles missionnaires. Le programme scolaire est unifié dans toutes les écoles publiques

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

et privées du pays, bien que chaque région ait une certaine liberté d'action quant à la politique qu'elle adopte. Ceux qui finissent l'éducation secondaire sont qualifiés pour enseigner à l'école primaire. Les parents riches ont tendance à envoyer leurs enfants dans une école privée, en recherchant une éducation de qualité aussi bien qu'un enseignement précoce du français. Les écoles missionnaires sont celles qui offrent les meilleures conditions scolaires dans le pays, avec des bibliothèques riches, des installations suffisantes et des professeurs qualifiés ayant une bonne formation académique, c'est-à-dire des personnes qui ont fini l'université, qui ont étudié à l'étranger, etc. Ainsi, à Tuléar, la bibliothèque la plus riche est celle de l'école confessionnelle et non celle de l'université. L'école la plus chère est l'école de la Mission, suivie par l'école privée. L'école la moins chère est l'école publique qui coûte approximativement de 2 000 à 5 000 ariary (0,95 US $ à 2,37 US $) par année.

L'alphabétisation dans le pays est menée en malgache officiel dans les écoles publiques et les écoles primaires privées. Les statistiques décisives sont résumées dans le tableau 1. La définition de l'alphabétisation ici est la capacité présumée d'écrire, de lire et de faire des calculs de base d'une personne de l'âge de 15 ans.

Le français remplace le malgache comme langue d'instruction en troisième année de l'école primaire, à l'exception d'un cours en langue malgache, de la littérature, de l'histoire et de la tradition qui ont rapport avec l'authenticité malgache elle-même, et dure jusqu'à la dernière année de l'enseignement supérieur.

Tab. 1 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction et taux d'alphabétisation

Population totale	18,6 M (Banque mondiale 2008)
Primaire	52,5 % (INSTAT* 2006)
Secondaire	11,2 % (INSTAT 2006)
Supérieur	2,4 % (INSTAT 2006)
Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus	62,9 % (INSTAT 2006)
Taux d'alphabétisation en français de niveau courant	0,57 % (OIF 2003)
Taux d'alphabétisation en français de niveau limité	15,82 % (OIF 2003)

* Institut national de la statistique à Madagascar

4.2 Situation actuelle de l'école primaire publique et analyse

4.2.1 Étude de cas dans une école primaire publique de Tuléar

J'ai participé à des cours dans une école primaire publique du sud du pays, à Tuléar. J'ai observé la classe et assisté au cours d'apprentissage de la langue malgache, d'histoire et de français, avec les élèves.

Tuléar est une province d'une superficie de 161 405 km^2 avec une population d'approximativement 2 230 000 personnes ; la capitale compte environ 200 000 habitants.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Tuléar est la région urbaine la plus pauvre et la moins développée de Madagascar où les infrastructures et les routes ne sont pas suffisantes. De plus, le taux de fréquentation scolaire à chaque niveau et l'alphabétisation estimée sont ceux qui se sont le moins améliorés en comparaison avec les cinq autres régions. Les chiffres du recensement (Institut national de la statistique 2005) révèlent que le taux de fréquentation scolaire pour la province est de 42,1 % à l'école primaire, 7,0 % au lycée et 1,0 % dans le supérieur, et que le taux d'alphabétisation est de 54,4 %.

Il y avait une soixantaine d'élèves de 12 ans environ dans la classe. Les manuels sont payants et comme la plupart des élèves ne peuvent pas se les offrir, ils sont entreposés dans une armoire et sont distribués par un représentant de classe avant la leçon. Le nombre total d'heures de cours par semaine est approximativement de 27 heures 30 minutes. L'alphabétisation, en malgache et en français, compte pour environ 40 % du temps total des leçons, et si nous ajoutons les leçons de dictée et de récitation dont la langue est sélectionnée facultativement entre le malgache et le français, plus de la moitié du total des heures sont consacrées à l'alphabétisation (voir figure 2).

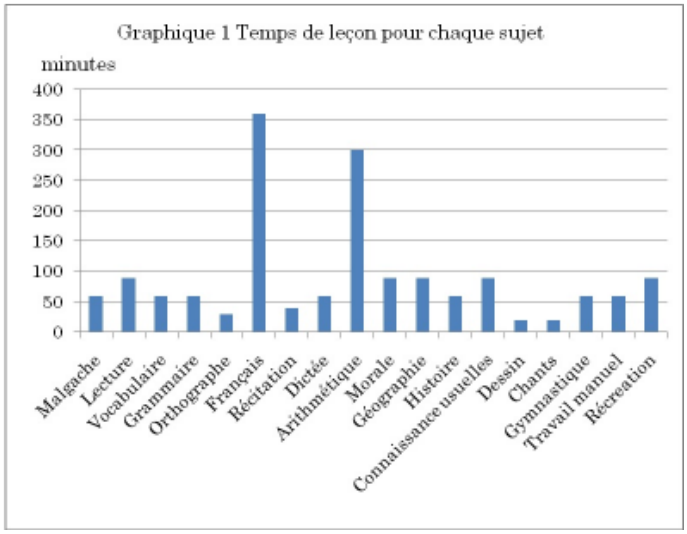


Fig. 2 : Temps de leçon pour chaque sujet

Bien que l'alphabétisation domine l'emploi du temps de la semaine, la capacité linguistique des élèves en malgache officiel se limite à la conversation quotidienne et est restreinte aux usages comme la présentation personnelle, les salutations et les achats. Le fait que ces élèves soient jugés inférieurs à ceux qui vivent dans la capitale quant à leur capacité en malgache officiel, aura des conséquences à long terme, lorsqu'ils passeront le baccalauréat qui exige la compétence de lire et d'écrire en malgache officiel. Il en résulte une inégalité régionale qui est causée par la capacité linguistique, comme nous l'avons montré ici.

Les manuels, sauf ceux de langue et d'histoire malgaches, d'art et de culture, sont tous publiés en français. Dans la classe, la leçon est accompagnée d'une explication orale

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

en français ; cependant, cela rend la compréhension de la discipline difficile pour les élèves parce qu'ils ne connaissent pas assez cette langue. Le professeur est donc obligé d'ajouter une explication supplémentaire en malgache officiel ou plutôt en langue régionale. De plus, à cause de la politique de malgachisation pendant les années 1970 jusqu'au début des années 1990, sous la présidence de Ratsiraka, les professeurs qui sont dans la trentaine ou la quarantaine ont eu des difficultés à expliquer les leçons en français et c'est même plus grave dans le cas des régions rurales.

Les questions au sujet de l'usage de la langue, aussi bien que les entretiens avec les professeurs, les sœurs catholiques et les fonctionnaires à Tuléar ont révélé que les gens du Sud ne comprennent pas le malgache officiel, et qu'ils ne l'utilisent pratiquement pas dans leur vie ordinaire, en dehors de l'école. Concrètement, les gens de Tuléar n'utilisent pas le malgache officiel à moins qu'ils ne reçoivent la visite d'hommes politiques de la capitale, de touristes et d'étrangers, auquel cas ils se trouvent obligés de communiquer en malgache officiel ou en français. Quant à la leçon d'arithmétique, les élèves de deuxième année autour de l'âge de 8 ans ont du mal à acquérir les nombres en français et à apprendre les moyens d'expression de cette discipline, et donc ils n'arrivent pas à en comprendre les buts, et à maîtriser les quatre opérations mathématiques de base (addition, soustraction, multiplication et division).

4.2.2 Enquête sur l'éducation et sa qualité : résultats et analyse

Ce chapitre présente les résultats et l'analyse de l'enquête par questionnaire sur l'éducation (questions à choix multiples et questions ouvertes) que j'ai menée en 2008 sur le terrain. Cette enquête visait à comprendre ce que des citoyens malgaches pensent aujourd'hui du système éducatif de leur pays et à découvrir de quels genres de problèmes ils souffrent. J'ai distribué 150 feuilles d'enquête, via mon assistant pour la recherche linguistique, un professeur, et j'en ai distribué moi-même également, et j'ai reçu 63 réponses. Cette enquête a été faite à Antananarivo, la capitale du pays, et à Tuléar, une ville du sud. Ceux qui ont répondu étaient des étudiants (50,7 %), des professeurs (28,5 %), des fonctionnaires publics (6,3 %) et autres (11,1 %), qui savent lire et écrire, sans réponses (3,1 %). Les questions ont été posées en français et en malgache. **À** cause du faible taux d'alphabétisation et du fait que les gens à Madagascar en milieu rural ne sont pas habitués à remplir des questionnaires, le nombre des personnes qui ont répondu au questionnaire n'est pas assez élevé pour être analysé statistiquement ; cependant, les informations reçues par ce questionnaire peuvent refléter directement une conscience locale ou des opinions, surtout dans les réponses libres données aux questions ouvertes auxquelles les gens ont répondu attentivement.

Questionnaire

(1) Est-ce que vous voulez envoyer vos enfants à l'école ou les laisser aider votre famille ?

1 Envoyer à l'école 2 Aider la famille 3 Autre

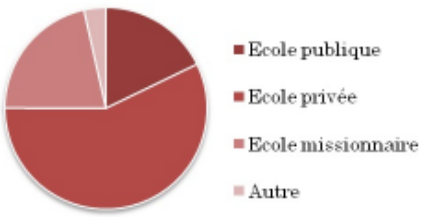
(2) Est-ce que vous êtes satisfait du système éducatif actuel ? Si oui, pourquoi ?

1 Très satisfait 2 Satisfait 3 Moyen 4 Mécontent 5 Très mécontent

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

(3) Dans quels types d'écoles est-ce que vous voulez envoyer vos enfants ? Pourquoi ?

1 École publique 2 École privée 3 École missionnaire 4 Autre

Graphique 2 Question 2	Graphique 3 Question 3
	

À la question 1, presque tous les participants à l'enquête ont répondu qu'ils veulent envoyer leurs enfants à l'école, même si le résultat pour cette question aurait pu être différent si j'avais fait cette enquête dans les régions rurales.

À la question 2, 20,9 % des enquêtés ont répondu qu'ils sont satisfaits du système éducatif actuel, alors que 32,2 % ne le sont pas. Même ceux qui ont répondu « moyen » ont écrit leurs idées pour améliorer la situation présente. La majorité ressent donc du mécontentement à l'égard du système actuel. D'après les réponses écrites détaillées on peut diviser ces opinions en trois catégories :

(i) Système éducatif
(ii) Niveau des élèves et des enseignants
(iii) Matériel / installations

(i) Le système éducatif

- Le système éducatif, notamment la durée d'enseignement scolaire et les méthodes, change fréquemment
- La langue d'enseignement est fréquemment changée par la politique.
- Le temps imparti à certaines matières n'est pas suffisant pour motiver les élèves

(ii) Le niveau des élèves et des enseignants

- Négligence et corruption des enseignants
- Certains enseignants n'ont aucune qualification surtout dans les écoles publiques

(iii) Matériel / installations

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

- La majorité des élèves n'est pas alphabétisée
- Manque de manuels
- Entretien insuffisant des installations scolaires

Quant à la question 3, plus de 78,5 % ont répondu qu'ils veulent envoyer leurs enfants dans une autre école que l'école publique, en mentionnant son niveau très bas.

En effet, les politiques linguistiques aussi bien que les changements continuels du système éducatif ont été dictés par la situation politique. Par exemple, comme la langue d'enseignement était exclusivement le français pendant et juste après la colonisation française, les autorités ont tenté une politique de malgachisation dans les années 1970, qui a été un échec (Bavoux 2002). Depuis les années 1990, le français a été réintroduit comme langue d'enseignement. Les politiques linguistiques, l'ajustement des termes techniques, la langue d'enseignement et la publication de manuels écrits en malgache n'ont pas été menés à bien dans le pays et ils ne sont pas encore arrivés à résolution. De plus, le pays a commencé à introduire l'anglais comme matière d'enseignement dans quelques écoles publiques pilotes dans les années 2000, la Constitution malgache ayant été révisée[1] pour ajouter l'anglais comme langue officielle, bien que peu de Malgaches utilisent ou comprennent l'anglais dans la vie quotidienne.

Le niveau des professeurs est très souvent critiqué par les parents, surtout par ceux dont les enfants fréquentent l'école primaire publique. Ils se plaignent que les professeurs aient des attitudes paresseuses, n'aient pas une formation suffisante et qu'ils soient fréquemment absents.

L'insuffisance de matériel scolaire est aussi un problème sérieux, bien que des organisations internationales qui sont installées à Madagascar et travaillent sur le terrain aussi bien que celles qui apportent une aide financière depuis l'étranger et des organisations non gouvernementales s'efforcent d'améliorer la situation.

4.3 Analyse de l'éducation traditionnelle à Madagascar

Les langues régionales malgaches sont rarement écrites et, dans les régions rurales, chaque groupe ethnique, tels les Mahafaly, les Vezo, les Antanosy, etc., conservent une culture non littéraire qui n'attache pas de valeur aux textes écrits, sauf dans les régions urbaines telles que les capitales de province. L'éducation est donnée oralement dans la famille ou le groupe social de génération en génération afin que les enfants puissent s'intégrer à l'avenir dans leur société. À travers cette forme d'éducation que j'appelle éducation traditionnelle dans cet article, plusieurs groupes ethniques transmettent leurs connaissances et leur histoire et instruisent leurs enfants par la tradition orale, au moyen de contes, de rituels traditionnels, de danses et de chants. Par exemple, les gens qui reçoivent une éducation traditionnelle peuvent raconter par cœur pendant plus de 15 minutes une histoire folklorique qui a été transmise oralement de génération en génération.

[1] La constitution révisée en 2007 édicte : « Article 4. Le malagasy est la langue nationale. Le malagasy, le français et l'anglais sont les langues officielles. »

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Jugements ou opinions quant à l'éducation traditionnelle différent selon les habitants. D'un côté, quelques-uns recommandent de conserver les traditions et refusent d'envoyer leurs enfants à l'école, c'est-à-dire qu'au lieu de l'éducation scolaire, on choisit alors de les faire participer au travail de la famille, comme l'agriculture, puiser de l'eau, soigner les bœufs. Cependant d'un autre côté, quelques-uns ont tendance à faire de gros efforts pour gagner l'argent nécessaire à la scolarisation de leurs enfants et, si possible, ils les envoient dans une école privée. Il y a des gens qui déménagent d'une zone rurale à une région urbaine à la recherche d'une meilleure éducation scolaire pour leurs enfants.

On peut observer également parmi certains un manque d'empathie avec leur propre culture puisqu'ils regardent négativement leur mode d'éducation comme « non civilisé ».

Ce qui ressort clairement de ma recherche, c'est que la majorité des gens qui habitent dans les régions urbaines ou rurales manifestent leur besoin d'alphabétisation. La recommandation qu'on peut faire pour réaliser celle-ci, selon mon point de vue, est qu'ils aient la possibilité d'apprendre à lire et écrire en malgache quelle que soit la région dans laquelle ils résident, rurale ou urbaine, et qu'ils conservent leurs propres traditions en même temps. La décision finale de choisir une éducation scolaire ou de maintenir la tradition, ou de concilier les deux, leur appartient.

4.4 Recherche préliminaire dans un établissement pour la protection de l'enfance

À Madagascar, il y a un total de cinq établissements pour la protection de l'enfance (deux pour les filles, deux pour les garçons et un qui est mixte). Tous sont localisés près de la capitale et sont des institutions publiques financées par le Ministère de la Justice et d'autres organismes nationaux. Ils ont été conçus pour accueillir des enfants âgés de 8 à 18 ans, qui ont commis antérieurement des actes de délinquance et qui ont besoin d'être rééduqués, ce qui signifie que ces établissements fonctionnent en tant que maisons de redressement. La durée d'accueil est au minimum d'un mois et au maximum d'une année ; les frais d'inscription ne sont pas à la charge des familles. Ces enfants sont transférés par la cour après qu'un jugement de garde ait été rendu. De plus, les enfants trouvés sont aussi accueillis dans de tels établissements : par exemple, quand quelqu'un trouve un enfant dans la rue, il est envoyé dans un de ces établissements jusqu'à ce que ses parents soient localisés.

J'ai visité un établissement pour la protection de l'enfance (Maison de jeunes filles), localisé dans la capitale. Cet établissement A (le nom spécifique est non divulgué dans cet article pour la protection de la vie privée) est une pension qui accueille approximativement 30 filles qui vivent en commun avec trois professeurs. 20 % y avaient été envoyées comme enfants trouvées et 80 % pour actes de délinquance. D'après le personnel, les parents des enfants trouvés sont retrouvés dans 100 % des cas. L'objectif majeur de cet établissement est d'assurer un espace de vie, de construire des rapports humains sains et peut-être le plus important, d'acquérir des compétences pour gagner de l'argent après que les enfants auront quitté l'établissement. La nourriture, l'habillement et les dépenses de logement ne sont pas à charge des enfants accueillis.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Tab. 2 : Travail quotidien dans unétablissement pour la protection de l'enfance, situé dans la capitale

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8.00-10.00	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Informa-tique	Lecture de la Bible	Couture / travail manuel	Malgache	
10.00-10.30	Repos						
10.30-12.00	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	
12.00-14.00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	
14.00-16.00	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Couture / travail manuel	Lecture de la Bible	
16.00-17.00	Repos						
17.00-17.30	Gymnas-tique	Gymnas-tique	Gymnas-tique	Gymnas-tique	Gymnas-tique	Visite des parents	Visite des parents
18.00	Dîner						
20.00	Heure du coucher						

Du lundi au vendredi, les enfants se réveillent vers 5 heures et leurs activités sont dominées par la couture et le travail manuel. Le samedi ou le dimanche sont réservés aux visites des parents à leurs enfants (voir tableau 2).

Une différence notable entre ces établissements et ceux de redressement du Japon, est que les matières scolaires telles que l'arithmétique, l'histoire, les sciences naturelles, etc. ne sont pas dispensées dans le programme quotidien à Madagascar. La raison en est que la couture ou le travail manuel sont des techniques appréciées qui peuvent avoir un lien direct avec un futur revenu. Pratiquement, 62 % des enfants dans la Maison de jeunes filles ont répondu à une question concernant leurs aspirations futures, qu'elles voulaient s'engager dans un travail manuel. Des articles tels que des bourses, des dessous-de-verre, des nappes et des écharpes qui sont faits par les enfants sont en vitrine en tant qu'articles à vendre devant le bureau de cet établissement. Étant donné que les quelques visites mensuelles sont limitées aux parents, aux amis et aux personnes qui le connaissent, ce n'est pas souvent que des articles confectionnés sont vendus. Les profits des ventes sont utilisés pour gérer l'établissement.

Pendant le temps de repos, les enfants nettoient leur chambre et préparent les repas à tour de rôle. Chanter et danser sont aussi autorisés avec souplesse et des matières d'enseignement scolaire, telles que la culture générale, l'arithmétique et l'histoire, sont enseignées par deux ou trois stagiaires qui viennent de la faculté de sociologie les jours de semaine.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Les professeurs ont déclaré que les enfants qui étaient envoyés dans cet établissement avaient beaucoup de chance parce qu'ils sont nourris et logés gratuitement et peuvent s'intégrer dans la société grâce aux techniques acquises, sans être victimes d'aucun préjugé.

Il y a un nombre estimé à 3 500 enfants des rues dans la seule capitale et qui vivent dans la peur de la répression policière et sont exposés à des maladies sérieuses comme le typhus et la peste bubonique. Dans les Pays les moins avancés où 80 % de la population vit dans des régions éloignées et inaccessibles, c'est assez difficile dans la pratique, pour des citoyens ordinaires de protéger et d'envoyer les enfants trouvés dans ces établissements en assumant eux-mêmes les frais de téléphone, de transport, etc. Contrairement aux pays développés où les maisons de redressement ou les établissements de protection de l'enfance ont tendance à être coupés de la société, les décrets de la législation intérieure aussi bien que le système de sécurité sociale ne sont pas efficients dans les pays en voie de développement. La protection des droits de l'enfant par la loi et un système de sécurité sociale devraient être considérés comme le centre des futures recherches que nous allons mener.

5 Politiques éducatives dans le pays

5.1 Problème et analyse des termes techniques à l'école

Il n'y a qu'un très faible consensus au sujet de l'usage des termes techniques dans l'éducation scolaire. L'opinion des professeurs malgaches est divisée largement entre les trois catégories suivantes (Clignet *et al.* 1995) :

(1) Il est possible d'utiliser des mots qui existent déjà pour exprimer des termes techniques, *e.g. vory* (« groupe »), peut être doté d'une connotation mathématique.

(2) Il est nécessaire d'inventer des mots dérivés à partir de mots-racines malgaches, *e.g. roazodafy* (« parallélogramme »), *anatoerana* (« topologie »).

Cf. roazodafy < *roa* (« deux ») + *azo* (« obtenu ») + *lafy* (« côté »)

anatoerana < *anana* (« possession ») + *toerana* (« place »).

(3) Il est possible d'emprunter simplement le concept manquant et d'en modifier l'orthographe et la prononciation pour le « malgachiser », *e.g. vekotora* (« vecteur »).

D'après ma recherche sur le terrain et mes entretiens avec les habitants, l'insuffisance de termes techniques dans la langue malgache est fréquemment signalée par les enseignants et ceux qui s'inquiètent de la scène pédagogique aussi bien que par les plus jeunes générations qui s'intéressent à la société moderne et aux nouvelles technologies par contraste avec la société traditionnelle locale. Ils citent souvent le manque de terminologie technique comme raison pour justifier leur besoin d'apprendre la langue française à un âge précoce ou même accusent la langue malgache d'être « illogique ».

L'adaptation des termes techniques à la langue malgache déclenche aussi des controverses publiques et elle fait l'objet de débats intenses dans le pays. Voici quelques exemples de propositions publiques discutées dans un journal quotidien.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

Le premier exemple est une proposition concernant les mots sur l'écran d'un téléphone mobile qui s'est étendu dans les zones rurales aussi bien qu'urbaines comme un moyen essentiel de communication. Les mots sont écrits habituellement en français sur l'écran.

Le quotidien malgache *Taratra* du 27 août 2008, aborde la question de la malgachisation et, dans un article intitulé « *Finday amin'ny teny malagasy* » (« Le téléphone cellulaire en langue malgache »), rapporte ce qui suit :

> « *Nahoana, ohatra any amin'ny firenen-kafa ahitana finday misy ny tenindrazany ka inona no olana raha manana ny azy koa ny Malagasy ?* »
>
> (« Pourquoi est-ce que c'est impossible d'exprimer un message en malgache sur l'écran d'un téléphone cellulaire alors que les autres pays réussissent à traduire un message dans leur langue locale ? »)

Nous pouvons citer les exemples suivants de mots nouveaux :

> computer : *mpandahatra* (« personne qui arrange bien »)
> < *mp-* (agent-nominalisateur) + *mandahatra* (« bien arranger »)
> television : *fahitalavitra* (« voir au loin »)
> < *fahita* (« vue, vision ») + *lavitra* (« loin »)

Les nouvelles technologies ont une autre façon d'être désignées, en empruntant un mot français directement, comme *télévision* et *ordinateur*, ou en ajustant la structure de la syllabe malgache, comme *televizionina* (« télévision ») et *ordinatera* (« ordinateur »).

En second lieu, nous allons considérer la proposition faite par Solonavalona, un membre de l'Académie Malgache qui insiste dans un autre article, à la même date, sur la nécessité du malgache comme langue d'enseignement à l'école. Voici un extrait de l'article, intitulé '*Hatao amin'ny teny malagasy ny ambaratonga rehetra'* (« Laissez enseigner en malgache à chaque niveau du programme scolaire de l'éducation scolaire ») :

> « *Tsy mahay teny frantsay ny maro an'isa amin'ny Malagasy araka ny tarehimariky ny Foibe momba ny teny (Akademia Malagasy). 99,4 % : miteny malagasy ; 0,6 % mahay teny frantsay tsara… …Manaporofo izany : ireto firenena ireto dia mampianatra amin'ny tenim-pireneny daholo :Etazonia :teny anglisy-amerikanina, Japana : teny japoney, Frantsa : teny frantsay, Korea atsimo :teny koreanina, Vietnam :teny vietnamianina. Naho izany, ny fampianarana eto Madagasikara ho an'ny mpianatra malagasy amin'ny ambaratongam-pianarana rehetra…* »
>
> « On ne sait pas bien parler la langue française selon la statistique de l'organisation de la langue (Académie malgache). 99,4 % parlent le malgache ;

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

> 0,6 % parle bien le français […]. On cite en exemple que tous les peuples enseignent en langue nationale : aux États-Unis en anglais, au Japon en japonais, en France en français, en Corée du sud en coréen, au Viêt-Nam en vietnamien. C'est pourquoi il faudrait faire enseigner en malgache à tous les niveaux scolaires à Madagascar[2]. »

Cet article réclame que l'instruction soit menée en malgache à tous les niveaux, du primaire à l'enseignement supérieur. L'auteur signale l'usage de la langue dans la réalité et le faible taux de l'alphabétisation en français, *i.e.* la langue malgache est la langue nationale et le français est utilisé simplement comme deuxième langue, en donnant des exemples précis, tels que ceux des États-Unis, du Japon, de la France, de la Corée du Sud et du Viêt-Nam où l'enseignement en langue nationale (*tenimpireneny*) est pratiqué à l'école.

5.2 Nouvelle Action pédagogique : introduction du Programme d'éducation à distance

Étant donné que les enfants dans les régions rurales et éloignées ont des difficultés à accéder à l'information aussi bien qu'à l'éducation scolaire, le ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique a développé des Programmes d'éducation à distance à Madagascar par le biais d'émissions radiophoniques dans le cadre de la réalisation de l'Éducation pour tous. Ces émissions comportent quatre programmes dont deux sont destinés aux enfants et deux autres aux enseignants. Les programmes sont résumés en détail dans le tableau 3.

Tab. 3 : Programmes de l'éducation à distanceet leurs contenus / objectifs

Nom du programme	Public visé	Contenus et objectifs
Izaho koa mba te hahay (Je veux aussi apprendre)	Écoliers	Pour enseigner le malgache, le français et donner des compétences arithmétiques
Oio (Ah !)	Enfants entre 5 et 9 ans, dans et en dehors de l'école	Pour renforcer la lecture, l'écriture, les compétences arithmétiques et les compétences pour la vie, telles que la communication, la gestion des risques, etc.
Tafatafan'ny mpanabe (Conversation d'enseignants)	Enseignants	Forme d'interview, débat, petites histoires, exposés
Talenta sy hairahan'ny mpanabe (Talent et capacité des enseignants)	Enseignants	Forme d'interview, débat, petites histoires, exposés

Ces programmes ont été lancés par la chaîne de radio nationale la MBS (Madagascar Broadcasting Service)et d'autres radios privées régionales depuis septembre 2007. Les enfants et les professeurs peuvent écouter ces programmes deux jours par semaine, les jours de semaine, et le samedi en rediffusion. Le ministère de l'Éducation nationale

[2]Traduction faite par l'auteur.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

et de la Recherche scientifique a obtenu 21 200 radios sans fil, financièrement prises en charge par des organisations internationales telles que l'USAID, l'UNICEF et le Royaume de Norvège, qui œuvrent pour donner des occasions d'apprendre à la population des régions rurales où il y a un manque d'électricité et des zones où il est difficile d'accéder à des écoles.

6 Conclusion

Dans cet article, nous avons présenté la situation de l'éducation à Madagascar, en entreprenant une étude de cas dans une école primaire publique dans la ville la plus pauvre du pays et dans un établissement pour la protection de l'enfance dans la capitale où il y a à peu près 3 500 enfants des rues qui vivent en courant beaucoup de dangers.

Concernant l'éducation scolaire, les différences régionales sont mises en évidence à propos du français et de la compétence en malgache officiel qui affecteront la future éducation technique et les chances de trouver du travail des apprenants. En dépit du fait que la compétence linguistique en français et en malgache officiel aussi bien que le respect pour la diversité dialectale malgache soient une question cruciale pour la politique éducative, un plan d'action spécifique et réalisable n'a cependant pas encore été développé.

Quant à l'ajustement de la terminologie technique, que les termes techniques soient introduits du français ou des mots empruntés à l'anglais, phonétiquement malgachisés, ou des mots nouveaux, les gens ne comprennent pas ce que ces mots signifient s'ils n'ont pas eu l'occasion d'apprendre la technique.

Comme point positif, les Programmes d'éducation à distance produiront quelques-uns des résultats attendus pour atteindre le but de donner à tous le goût de l'éducation de façon à réduire l'écart qualitatif de l'enseignement entre les zones rurales et urbaines et surtout pour améliorer les comportements des enseignants, puisque la radio est répandue largement et facile d'accès pour les gens des régions éloignées.

Notre enquête par questionnaire a révélé que la majorité des habitants est mécontente du système pédagogique actuel à cause de l'instabilité de la politique de l'éducation, de la négligence et de la corruption, du bas niveau des professeurs et du matériel insuffisant dans les établissements. Le pays fait face aux défis d'améliorer la qualité de l'éducation et de réduire les disparités entre les zones urbaines et rurales marginales.

Pour relever ces défis, comme il a été souligné par les enquêtés, il faudrait mettre fin à l'instabilité des politiques éducatives. Une des raisons de ces politiques changeantes est que Madagascar veut répondre aux programmes ou politiques des groupes de donateurs. Par conséquent, les groupes de donateurs devraient être encouragés à considérer les pays destinataires comme partenaires pour accomplir les objectifs de l'OMD.

Cependant, les informations sur les conditions réelles des écoles et sur les droits des enfants manquent encore. Des recherches plus détaillées en collaboration avec les habitants et des études de cas individuels devront être entreprises et exigeront qu'on

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334

examine le rôle des groupes de donateurs et qu'on mène des recherches pour qu'ils puissent fonctionner en conjuguant leurs efforts au XXI^e siècle.

Bibliographgie

Bavoux, C. (2002), « Les situations sociolinguistiques des pays de la zone sud-ouest de l'océan Indien », *in* Chaudenson, R., *École et plurilinguisme dans le sud-ouest de l'océan Indien*, pp. 25-41.

Clignet, R. *et al.* (1995), *L'école à Madagascar : évaluation de la qualité de l'enseignement primaire public*, Paris : Karthala.

Dahl, O. C. (1951), *Malgache et Maanjan*, Oslo : Egede Instituttet.

Dahl, O.C. (1991), *Migration from Kalimantan to Madagascar*, Institute for Comparative Research in Human Culture Series B, 82, Oslo : Norwegian University Press.

Institut national de la statistique (2006), *Rapport principal*, Antananarivo : Madagascar.

Organisation internationale de la Francophonie (2003), *La Francophonie dans le monde, 2002-2003*, Paris : Larousse.

Taratra 27.08.2008, Madagascar.

Banque mondiale : http ://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/MADAGASC AREXTN/0,,menuPK :356362 pagePK :141132 piPK :141107 theSitePK :356352, 00.html.

Published in : Graziani, Jean-François ; Nishiyama, Noriyuki (dir.) (2016), *Le Japon, acteur de la Francophonie. Enjeux intérieurs, enjeux extérieurs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813002334, doi : https ://doi.org/10.17184/eac.9782813002334